

où allons-nous maintenant? C'est la question que je me pose depuis que j'ai entendu l'exposé du ministre.

Le 25 janvier, il a pris la parole à la Chambre avec une force et une détermination qui lui sont peu coutumières. Il s'est exprimé assez clairement, ce qui était un délice, et nous avons pu le suivre. Je le répète, j'ai été stupéfait de la force avec laquelle il a traité ce sujet, jusqu'à un certain point. Il importe, je crois, de rappeler ses propos alors qu'il répondait à une question, présente à tous nos esprits, concernant l'importance de la lutte au Vietnam du Sud. Voici ce qu'il a dit, à la page 234 du compte rendu:

Nous devons nous demander ce que signifierait pour nous, et pour eux, l'échec des États-Unis en Asie.

C'est une excellente question. Beaucoup de gens se la posent.

Nous devons nous demander ce qu'il signifierait pour l'Inde, la Thaïlande, les pays insulaires, les Philippines, la Nouvelle-Zélande et l'Australie. Nous devons nous demander ce qu'il signifierait pour un grand nombre de pays asiatiques et africains qui, même s'ils critiquent les États-Unis, seraient profondément inquiets d'une victoire communiste au Vietnam. Je ne me demande pas ce que penserait l'Union soviétique dans ces circonstances. Je dois demander à la Chambre si elle croit qu'un échec américain favoriserait les intérêts véritables du Canada. La Chambre devrait se demander si une pareille défaite serait un encouragement à une politique d'agression. C'est à cause de ces considérations graves pour le Canada et pour d'autres pays, que nous ne pouvons nier l'importance, pour chacun de nous, de ce conflit au Vietnam.

J'ai été très impressionné par l'exposé du ministre jusque-là. Me reportant au compte rendu qu'il a présenté au comité des affaires extérieures en juin dernier, j'ai constaté qu'il avait adopté un point de vue sérieux. Si l'on m'y autorise, je donnerai lecture d'un court passage extrait des pages 32 et 33 du rapport du comité. Le député de York-Centre lui avait demandé:

A votre avis, quelle serait la conséquence du retrait des Américains à l'heure actuelle?

Et voici la réponse, consignée dans le document:

L'hon. M. Martin: Je pense que tout le Vietnam serait envahi par les armées du Nord et par le Viet Cong. Qu'en résulterait-il en ce qui concerne la Chine, je n'en sais rien. Mais le plus grave serait la situation où se trouveraient la Thaïlande, la Birmanie, l'Inde, la Nouvelle-Zélande, l'Australie, la Malaisie et les Philippines. Mais pour nous, le plus grave serait le rapprochement des barrières, peut-être même jusqu'à notre porte. Même si nous admettons que l'Asie a le droit de forger son propre destin, qu'elle a de grandes prérogatives, dont l'Ouest ne devait pas la priver, cette tragique situation a néanmoins pour nous et pour de nombreux pays avec lesquels le Canada est étroitement lié, une portée incalculable.

Cela démontre à quel point la situation est grave aux yeux du secrétaire d'État aux Affaires extérieures qui, je le présume, exprime aussi le sentiment du gouvernement à cet égard.

Annexée au compte rendu des délibérations du comité est une déclaration que le ministre des Affaires étrangères d'Australie, l'honorable Paul Hasluck, a faite le 23 mars 1965. L'Australie s'intéresse activement au conflit du Sud-Est asiatique. Je cite les propos du ministre australien d'après la page 102 du rapport:

Dans les circonstances actuelles, les États-Unis ne sauraient se retirer du Vietnam du Sud sans abandonner les responsabilités qui incombent au pouvoir, ni les principes qu'ils essayent de maintenir. Ils ne pourraient se retirer sans tenir compte nécessairement des répercussions mondiales de leur retraite sur la stratégie politique globale.

Si les États-Unis se retiraient, le même conflit renaîtrait ailleurs. En peu de temps, il se transporterait en Thaïlande. Si ce pays était laissé à lui-même à son tour, le conflit renaîtrait en Malaisie, puis en Indonésie, en Birmanie, en Inde et puis ailleurs. Rien ne cesserait, et aucune stabilité ne résulterait si le Vietnam du Sud était laissé à lui-même.

• (5.50 p.m.)

Je pourrais relever d'autres passages de cet éloquent discours du ministre des Affaires étrangères d'Australie. Il a envisagé la question avec beaucoup de sérieux. Et l'Australie prend part aux combats au Vietnam du Sud.

Quelle est la politique du Canada? Que nous a dit le ministre le 25 janvier? Il a dit qu'après nous avoir signalé la gravité de la situation, il envisagerait la politique qu'il conviendrait, selon lui, au Canada d'adopter à l'égard de ce conflit. Il a parlé de notre participation à la Commission internationale. Il a déclaré que des troupes canadiennes ne seraient pas envoyées au Vietnam. Voici ses paroles mêmes:

Le gouvernement n'a nullement l'intention de recommander l'envoi de troupes canadiennes en Asie, à moins que ce ne soit pour s'acquitter d'une obligation en vertu de la Charte des Nations Unies.

Il poursuivit:

Notre politique visait à faire passer le conflit actuel des champs de bataille à la table des négociations.

Je crois que ce sont là les trois principaux points de la politique qu'il a énoncée à cette occasion. Je pose cette question. Si nous acceptons la déclaration du ministre, appuyée par celle du ministre d'Australie, que le retrait des États-Unis du Vietnam du Sud entraînerait les plus graves conséquences pour la paix du monde, et si tout notre avenir allait être compromis par ce retrait, quel est donc la position du Canada vis-à-vis de ce conflit?